

**Nations unies - Libye - Intervention  
du représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**

(New York, 08 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaite tout d'abord remercier le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour son intervention particulièrement éclairante sur les dernières évolutions en Libye et pour son travail inlassable. Je remercie également l'ambassadeur de Suède pour son exposé sur les travaux du comité de sanctions et sa visite en Libye début novembre.

Monsieur le Président,

1/ La situation sécuritaire en Libye, telle que Ghassan Salamé vient de nous la présenter, constitue une source de préoccupation. Les luttes d'influence entre milices se poursuivent sur le terrain. Après les heurts à Tripoli, plusieurs attaques ont eu lieu fin octobre et début novembre contre des institutions financières libyennes, deux écoles et un hôpital. La situation se détériore aussi au Sud du pays, avec l'intrusion de groupes étrangers sur le sol libyen. Enfin, une attaque terroriste - revendiquée par Daech - a été perpétrée le 28 octobre au centre de la Libye, après une première attaque début octobre, ce qui est là encore extrêmement préoccupant.

Dans ce contexte, je voudrais saluer à nouveau au nom de la France les efforts et l'engagement du représentant spécial Ghassan Salamé, et sa forte mobilisation sur les évolutions sécuritaires. Nous restons engagés à ses côtés pour obtenir un retour au calme durable et pour que les arrangements sécuritaires à Tripoli soient effectivement mis en oeuvre. Face à cette situation instable, l'unification des forces armées libyennes sous l'autorité du pouvoir civil demeure une priorité. A ce titre, je tiens à saluer le dialogue militaire parrainé par l'Egypte.

2/ Dans ce contexte, je souhaite réitérer notre préoccupation face à la prédation économique qui se poursuit et aux diverses tentatives de déstabiliser les fragiles équilibres en Libye.

Comme l'a souligné Ghassan Salamé le 5 septembre face à ce Conseil, l'économie de prédation est au coeur du défi libyen car elle incite de nombreux acteurs à perpétuer le statu quo plutôt qu'à accompagner la transition politique. Je veux rappeler très clairement ici que tous ceux qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité de la Libye s'exposent à des sanctions internationales. Le régime de sanctions qui a été renouvelé en début de semaine a permis de le rappeler, tout comme la récente désignation par ce Conseil d'Ibrahim Jadhran, accusé de trafic d'êtres humains. D'autres désignations doivent être envisagées, notamment au regard des

violences des derniers mois à Tripoli.

Dans ce contexte, Monsieur le Président, la poursuite des réformes économiques revêt également un caractère prioritaire, s'agissant notamment du fonctionnement collégial de la Banque centrale libyenne (BCL) et de la gestion transparente des ressources de la Libye, au bénéfice de tous les Libyens. J'encourage le Représentant spécial à poursuivre ses efforts en ce sens, en lien avec tous les acteurs concernés et en soutien à la demande faite par le Premier ministre à ce Conseil. La conférence qui se tiendra la semaine prochaine à Palerme à l'invitation des autorités italiennes doit être l'occasion d'engager une action déterminante des Libyens et de la communauté internationale contre l'économie de prédation.

Enfin, la situation humanitaire reste également très dégradée, en particulier la situation des migrants et réfugiés qui font l'objet de violations quotidiennes des droits de l'Homme. La France réitère ses appels aux autorités libyennes à tout mettre en œuvre pour que les migrants et les réfugiés soient traités dignement. Il s'agit d'une priorité de premier plan, tant sur le plan de la protection des droits de l'Homme que sur celui de la lutte contre la criminalité organisée.

3/ Il y a donc urgence à progresser sur le chemin d'un règlement politique, et c'est là mon dernier point.

La conférence de Palerme, que les autorités italiennes ont inscrite dans la continuité de la réunion de Paris du 29 mai dernier, offre à la communauté internationale l'occasion de se mobiliser et de manifester son unité, en appui aux efforts des Libyens et du représentant spécial. La France salue cette initiative, qui doit permettre d'avancer sur tous les sujets - la sécurité, l'économie, le processus politique - et à laquelle participera notre Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian.

Il est essentiel de maintenir notre plein soutien aux efforts de la MANUL et du représentant spécial pour sortir de l'impasse institutionnelle et faire avancer la transition en Libye. Je remercie le représentant spécial de nous avoir donné plus de détails sur son cadre d'action, à travers la conférence nationale que nous soutenons pleinement. Les Libyens ont manifesté, en s'inscrivant massivement sur les listes électorales, leur aspiration pacifique au changement, ils doivent être entendus. L'alternative aux élections, c'est la perpétuation de l'économie de prédation et du règne des milices ; c'est le champ libre à ceux qui seraient tentés de prendre en otage le destin de la Libye. Seules des élections, assorties d'un calendrier précis, rapide et ambitieux sont à même d'ancrer la stabilité de la Libye.

Monsieur le Président,

Le statu quo est notre ennemi commun car il prolonge mécaniquement l'instabilité. Or, il existe bien une fenêtre d'opportunité vers une dynamique politique. Le respect des engagements pris en mai dernier à Paris par les acteurs libyens est indispensable pour sortir du statu quo et encourager cette dynamique. La conférence de Palerme organisée par l'Italie doit s'inscrire dans ce cadre, en présence des acteurs concernés, et réitérer le soutien de la communauté internationale au plan d'action de la MANUL. Il est fondamental que nous appuyions tous ces efforts et fassions preuve d'une réelle unité pour encourager les Libyens à maintenir le cap fixé

par le représentant spécial. La France continuera de travailler en ce sens avec tous les membres de ce Conseil.

Je vous remercie./.